

**ASSEMBLÉE NATIONALE**

30 septembre 2022

PROGRAMMATION DES FINANCES PUBLIQUES 2023-2027 - (N° 272)

Rejeté

**AMENDEMENT**

N° CF27

présenté par

M. Coquerel, Mme Abomangoli, M. Alexandre, M. Amard, Mme Amiot, Mme Amrani, M. Arenas, Mme Autain, M. Bernalicis, M. Bex, M. Bilongo, M. Bompard, M. Boumertit, M. Boyard, M. Caron, M. Carrière, M. Chauche, Mme Chikirou, M. Clouet, M. Corbière, M. Coulomme, Mme Couturier, M. Davi, M. Delogu, Mme Dufour, Mme Erodi, Mme Etienne, M. Fernandes, Mme Ferrer, Mme Fiat, M. Gaillard, Mme Garrido, Mme Guetté, M. Guiraud, Mme Hignet, Mme Keke, M. Kerbrat, M. Lachaud, M. Laisney, M. Le Gall, Mme Leboucher, Mme Leduc, M. Legavre, Mme Legrain, Mme Lepvraud, M. Léaument, Mme Pascale Martin, Mme Élisabeth Martin, M. Martinet, M. Mathieu, M. Maudet, Mme Maximi, Mme Manon Meunier, M. Nilor, Mme Obono, Mme Oziol, Mme Panot, M. Piquemal, M. Portes, M. Prud'homme, M. Quatennens, M. Ratenon, M. Rome, M. Ruffin, M. Saintoul, M. Sala, Mme Simonnet, Mme Soudais, Mme Stambach-Terrenoir, Mme Taurine, Mme Taurinya, M. Tavel, Mme Trouvé, M. Vannier et M. Walter

**ARTICLE 17**

Supprimer cet article.

**EXPOSÉ SOMMAIRE**

Par cet amendement, nous refusons d'approuver l'encadrement de l'évolution des dépenses de la Sécurité sociale et l'évolution de l'ONDAM prévu dans le présent article.

L'évolution de l'objectif national de dépenses d'assurance maladie est, hors COVID, en très nette baisse, puisqu'elle passe de 6,6 à 3,8 %, soit une baisse de 42 %. Pire encore, elle doit poursuivre sa baisse à 2,4 % en 2023, puis 2,3 % au-delà. La Commission des comptes de la Sécurité sociale estime que pour répondre à la stricte évolution naturelle, notamment due au vieillissement, l'ONDAM devrait évoluer de +4 %.

C'est donc une dégradation de l'offre de soins qu'on nous annonce. Il s'agit ici du retour au vieux monde de la marchandisation de la santé et de l'austérité. Après les scandales des ehpad on veut nous faire faire des économies sur la qualité de vie de la population vieillissante.

En cette période d'inflation, le rôle de la sécurité sociale est plus essentiel que jamais : il est du devoir de l'État de protéger les individus des conséquences des aléas économiques et non faire des

économies sur la qualité de vie des travailleurs.  
»